



Communiqué de presse

03 octobre 2024

Le plus grand PSE passé sous silence :

L'alerte pour danger grave et imminent des élus du CSE de Milee/Adrexo

Ce mercredi 02 octobre 2024, sur la pelouse devant le siège du groupe HOPPS, vidé de ses salariés et surtout de ses dirigeants, FO était présente pour soutenir les élus du CSE de Milee qui s'étaient déplacé de toute la France pour alerter sur la situation dramatique de plus de 10 000 familles.

En effet, pour rappel, quatre entreprises du groupe dont Milee (ex-Adrexo), la société chargée de la distribution d'imprimés publicitaires, viennent d'être prononcées en liquidation judiciaire par le tribunal de Marseille ce 9 septembre 2024 ce qui, avec le PSE de Milee datant tout juste de cet été, conduit au licenciement de plus de 10 200 salariés en à peine deux mois.

FO a alerté sur la situation dramatique que vivent des milliers de familles : salaires non payés mais aussi soldes de tout compte non établis, bloquant administrativement leur inscription à France Travail, donc à leurs droits chômage, la recherche d'emploi et de reclassement. Certains seraient dans l'illégalité à chercher un travail car ils n'ont même pas eu leur courrier de licenciement !

Ce double PSE est d'une ampleur inédite, il appelle donc des mesures d'urgence et d'exception. Les élus du CSE ne peuvent plus faire valoir leur droit d'alerte dans l'entreprise, il ne leur reste que les médias et l'opinion publique pour espérer être entendus par les pouvoirs publics.

FO rappelle que cette situation était attendue, voulue par le Président de la République avec la loi « Climat et résilience » de 2021, visant à sacrifier la publicité papier pour la publicité numérique.

FO dénonce ce *greenwashing* gouvernemental : en effet, il n'a jamais été sérieusement prouvé que la pub par le web serait moins polluante que celle en papier, au contraire ! Et c'eut été l'occasion de conduire une véritable réindustrialisation en faveur de la transition écologique, en travaillant à grande échelle sur la filière bois et la fabrication du papier, des encres, l'impression avec de hautes exigences environnementales ; les procédés existent déjà. Au contraire, tous ces secteurs, avec également la pub et le mannequinat, sont directement touchés, d'autres faillites et suppressions d'emploi sont à venir. Le marché de la pub sur internet est actuellement récupéré par les géants du numérique, c'est donc là aussi la délocalisation de l'emploi et de la pollution...

FO appelle les parlementaires nouvellement élus à se saisir de ce sujet. Outre la question industrielle, Il s'agirait aussi de comprendre comment cette faillite d'ampleur inédite est arrivée du jour au lendemain. Les élus FO dénoncent en particulier l'opacité sur les flux financiers au sein du groupe HOPPS, jamais un comité de groupe n'a pu être installé malgré leur demande. De surcroît, deux des trois dirigeants sont suspectés d'évasion fiscale, s'enrichissant personnellement au détriment de l'activité de l'entreprise, de l'emploi et du paiement de leur dû aux salariés.

Il est impératif de mettre toute la lumière sur cette catastrophe sociale et industrielle d'une ampleur inédite, et s'il y a malversations, que les responsabilités ainsi que les éventuelles condamnations soient prononcées.

Contact presse :

Guillaume Commenge, secrétaire fédéral FO Presse Edition Publicité, 06 72 75 04 28, secretariat@snpepfo.fr